

ment de ce qui arrive à leur population alors que d'autres régions ne jouiront peut-être que d'un droit de veto temporaire ou même pas du tout.

En ce qui me concerne, la conférence de Victoria a démontré que les provinces se sont vraiment atrophiées, que le processus de centralisation au Canada dure depuis bien trop longtemps et que la plupart des provinces se trouvent dans l'impossibilité de formuler ce que vraiment on devrait faire pour leurs habitants. Dans certaines régions du pays comme le Canada atlantique, les autorités semblent avoir l'impression de ne pouvoir proférer une parole de peur de perdre l'appui financier du gouvernement fédéral. Elles se trouvent en face d'un véritable chantage et d'une domination économiques.

A mon avis, le premier ministre de Terre-Neuve est probablement bon à interner et n'a pas le droit de parler au nom des habitants de sa province. Nous trouvons que le premier ministre de la Nouvelle-Écosse est un cabotin qui fait beaucoup de bruit pour l'amour du bruit et ne se soucie pas vraiment de sa province. A notre avis, le nouveau premier ministre du Nouveau-Brunswick cherche avant tout des aumônes du gouvernement fédéral et est disposé à faire tout ce que propose Ottawa, à condition de recevoir un dollar par-ci par-là, et ne songe pas vraiment au bien-être futur de ses administrés. L'Île-du-Prince-Édouard ne dit mot. Nous constatons que le Québec est représenté par un premier ministre totalement sous l'influence du premier ministre fédéral. Nous avions espéré que le premier ministre du Québec accomplirait de grandes choses et qu'il aiderait à assurer la protection des droits des provinces. Toutefois, nous avons constaté que pendant la conférence il a paru angoissé.

Il est intéressant de dresser un constat de la situation du pays. Par exemple, la Marine Industries Limited obtient des millions de dollars du gouvernement canadien pour construire des navires pour la France. Cette compagnie s'apparente étroitement au premier ministre du Québec. Voilà un exemple où les deniers publics servent à influencer le premier ministre d'une province. J'espère que d'ici le 28 juin, les Québécois pourront exercer des pressions sur cet homme, afin qu'il reprenne ses esprits et parle en leur nom.

Nous constatons que la grande province d'Ontario est dirigée par un groupe de grosses légumes. Il n'y a pas d'autre façon de les décrire. Ils auront des comptes à rendre à la population un jour, car il se dégageait de la délégation ontarienne une impression de grande suffisance et de réelle insouciance, parce qu'ils sont convaincus d'avoir avec le temps une emprise sur le gouvernement. Ils ne s'inquiètent pas assez de la répartition des pouvoirs.

D'après le compte rendu dont j'ai parlé, le premier ministre de l'Ontario considérerait que sa province a beaucoup à gagner. Je suppose qu'il le croit, mais il n'était pas suffisamment préparé pour la conférence. A l'ouest, il y a le Manitoba, à mon avis le mieux disposé à sympathiser avec les buts et ambitions ultimes du gouvernement actuel du Canada, mais ses représentants n'avaient pas grand-chose à dire. Ils n'ont fait aucune contribution et le premier ministre n'est pas resté longtemps. Vient ensuite la Saskatchewan. Le premier mi-

nistre de cette province n'était même pas présent. Il s'est fait remplacer par son procureur général qui aspire à être nommé juge de la Cour fédérale. Il n'oserait évidemment rien dire au gouvernement fédéral. La province d'Alberta a une administration vieille et fatiguée qui court à la défaite.

• (5.50 p.m.)

J'expose les faits tels qu'ils sont. Le premier ministre de l'Alberta feignait de s'inquiéter, mais dès qu'il a obtenu une concession au sujet des droits linguistiques, il s'est tu et n'a plus repris la parole. Il y a également la Colombie-Britannique dirigée par l'un des premiers ministres les plus intelligents selon moi, mais lui aussi est égoïste; il aurait obtenu certains avantages. Il sera consulté pour la nomination des juges de la Cour suprême et on lui a même promis qu'il y en aurait un de la C.-B. Il a indiqué que c'était une grande victoire et qu'il était prêt à tout donner.

Tout ce que je puis dire, c'est qu'il y a un certain nombre de premiers ministres à la vue courte à la tête des gouvernements provinciaux et qu'ils sont complètement dominés par le gouvernement fédéral. Qui fait tout le travail? La délégation du gouvernement fédéral compte une vingtaine de personnes, quand chaque province n'a que quatre, cinq ou six hauts fonctionnaires à sa disposition. Qui s'occupe de la rédaction des documents? Un secrétariat qui dépend du gouvernement fédéral. Ce n'est pas une confédération. C'est un abus du concept même du fédéralisme.

J'espère que la mutilation ne se généralisera pas d'ici le 28 juin. Je vois l'Ontario sauter vivement sur l'appât, elle a été la première à y succomber, mais j'espère que la province de Québec contribuera à rallier les provinces à ce qui devrait être leur rôle propre au pays, car si nous continuons à nous diriger au même rythme vers la centralisation, et que cette orientation soit consacrée dans une nouvelle constitution, je ne puis éprouver que des craintes pour l'avenir du pays.

M. D. Gordon Blair (Grenville-Carleton): Monsieur l'Orateur, le débat sur le budget nous offre à tous une occasion non seulement d'en discuter, mais de traiter de questions d'intérêt général pour nos commettants. Je voudrais consacrer les quelques minutes qui restent à un sujet important qui touche non seulement ma circonscription, mais toutes les parties du Canada. J'ai profondément regretté que la discussion sur la politique du bilinguisme du gouvernement entreprise par le comité permanent des prévisions budgétaires en général n'ait pas produit une évaluation de cette politique et un rapport à la Chambre sur son fonctionnement. A mon avis, c'est malheureux.

Je ne soulève pas la question ici pour enflammer les sentiments ou susciter des difficultés qui n'existent pas, mais plutôt parce qu'il s'agit d'un grave problème qui ne sera pas résolu en le méconnaissant. Nous ne pouvons nous enfoncer la tête dans le sable comme des autruches pour nous en dissimuler la gravité. Le problème dont je parle est attribuable à la façon dont on a appliqué la politique du bilinguisme. Elle a suscité un grand malaise,